



La mutualisation au service des pouvoirs locaux.

Intercommunale de Mutualisation Informatique et Organisationnelle.

Budget 2022.



Référence : Budget2022-V1.0.
Marc Barvais, Président.
Frédéric Rasic, Directeur général.

Avec le soutien de



Wallonie



1 Avant-propos

Le présent document a pour objectif de présenter le budget 2022 de l'Intercommunale de Mutualisation en matière Informatique et Organisationnelle.

Ce budget a été approuvé par le Conseil d'Administration d'iMio le 26 octobre 2021.

Vous trouverez ci-après une présentation des différents tableaux du plan financier, un résumé des hypothèses de travail retenues et de l'évolution des recettes et des dépenses.

Pour toutes informations complémentaires, n'hésitez pas à nous contacter :

IMIO SCRL

Marc Barvais, Président.

Frédéric Rasic, Directeur Général.

Rue Léon Morel, 1 - 5032 Isnes

Tél : 0032(81)586.100

Fax : 0032(81)586.129

Email: contact@imio.be

<http://www.imio.be>



2 Le mot du président

Nous pouvons collectivement nous réjouir de la décision prise d'oser, il y a maintenant 10 ans, le pari d' iMio. Et c'est tout aussi collectivement qu'il faut continuer à soutenir et faire évoluer cette entreprise afin de garantir aux pouvoirs locaux Wallons le meilleur niveau de service pour promouvoir et coordonner la mutualisation de solutions organisationnelles, de produits et services informatiques.

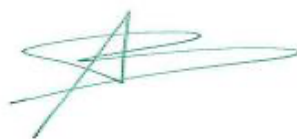
Nos résultats sont largement positifs ! iMio a acquis l'expérience et la maturité qui lui permettent de relever les nombreux défis qui lui sont soumis. Plus de **350 Pouvoirs locaux ont décidé de nous faire confiance** et **tous les objectifs fixés dans les business plans successifs ont été atteints**. Cette année marque également une étape importante puisque iMio a acquis son autonomie financière.

Certes, tout n'est pas fait ! Beaucoup reste à faire mais la direction prise est bien celle voulue par le Gouvernement Wallon lors de la création de l'Intercommunale. Il est certain que la pression financière sur les Pouvoirs locaux ne fera que s'accroître dans les prochaines années. La nécessité pour ceux-ci de se doter d'outils informatiques abordables et performants, les accompagnant dans leurs démarches de bonne gouvernance, de simplification administrative et d'automatisation des processus métiers ne fera que s'accroître. Comment faire toujours plus et mieux malgré une plus grande incertitude face aux moyens ?

Je suis convaincu qu'iMio est et reste au coeur du dispositif à mettre en place pour solutionner cette difficile équation. Mutualisons nos ressources et nos moyens, partageons nos bonnes pratiques et favorisons les synergies entre les pouvoirs locaux et les autres niveaux de pouvoirs. Je ne doute pas que le travail déjà réalisé et les résultats engrangés auprès de 350 pouvoirs locaux démontrent l'impérieuse nécessité d'une structure comme iMio, ainsi que son efficacité. L'adoption d'un modèle d'organisation agile, proche du terrain associé à un écosystème composé de partenaires privés et publics permet de réaliser notre mission avec rapidité et efficacité tout en intégrant une stratégie à long terme. Notre stratégie s'articule autour de 7 piliers :

1. Mutualiser les besoins, les ressources et les bonnes pratiques ;
2. Poursuivre et amplifier nos services aux communes tout en maîtrisant la croissance ;
3. Mettre en place un cadre d'interopérabilité à destination des pouvoirs locaux pour le compte de la région ;
4. Accompagner les pouvoirs locaux en matière d'e-Gouvernement et de simplification administrative dans la continuité de la vision régionale ;
5. Développer les synergies avec les autres niveaux de pouvoir et le secteur privé pour générer notre écosystème ;
6. Etendre la couverture de notre territoire d'intervention ;
7. Maîtriser les coûts et tendre vers l'autonomie financière.

Il est néanmoins impératif que le Gouvernement Wallon continue à apporter son soutien aux Pouvoirs locaux par notre intermédiaire pour que nous puissions atteindre les objectifs visés lors de la création de l'intercommunale.

A stylized signature in green ink, consisting of several overlapping loops and lines.

Marc Barvais - Président.

3 Sommaire

1	Avant-propos	2
2	Le mot du président.....	4
3	Sommaire	5
4	Budget 2022.	6
4.1	Durée prise en compte.....	6
4.2	Identification des secteurs d'activités.	6
4.3	Prise en compte de l'inflation.....	6
4.4	Impact de la TVA.	6
4.5	Estimation des recettes.	6
4.5.1	Evolution des recettes :	7
4.5.2	Politique de prix :	8
4.6	Estimation des charges.	9
4.6.1	Rémunération et charges sociales	9
4.6.2	Sous-traitance.	9
4.6.3	Frais de bâtiments.....	10
4.6.4	Frais généraux.	10
4.6.5	Frais généraux légaux.....	10
4.6.6	Marketing et communication.	10
4.6.7	Amortissements.....	11
4.6.8	Jetons de présence.	13
4.7	Investissements.....	13
4.8	Présentation des tableaux du budget 2022.	14
5	Besoins en financement.....	18
6	Annexes.....	19
6.1	Annexe 1 : Registre des associés.....	19
6.2	Annexe 2 : Tarification.	19
6.3	Annexe 3 : Bilan détaillé.....	20



4 Budget 2022.

Ce budget est basé sur l'analyse détaillée de 9 années de données auditées du compte de résultat ainsi que sur nos prévisions réalistes de progression de nos recettes tenant compte de la politique de prix établie à la création d'IMIO par le Gouvernement Wallon pour permettre à un maximum de Pouvoirs locaux de pouvoir acquérir nos solutions. Les chiffres relatifs à l'année 2021 sont des prévisions fiables mais pouvant encore varier à +/- 5%.

On peut résumer les hypothèses de travail comme suit :

4.1 Durée prise en compte.

Le budget a pris en compte la période allant du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

4.2 Identification des secteurs d'activités.

Le budget est présenté de manière à permettre une identification des recettes par secteurs d'activités. Par contre, compte tenu de la fusion et la synergie réussie entre les 2 structures historiques, le choix a été posé de globaliser les frais et de mener notre réflexion au niveau de la structure iMio au global. La ventilation analytique entre les deux activités a par contre bien été maintenant en comptabilité et dans la production des comptes de résultats.

4.3 Prise en compte de l'inflation.

Il a été tenu compte d'un pourcentage d'inflation de 2,8% suivant les prévisions du bureau du plan.

4.4 Impact de la TVA.

Les chiffres repris dans le budget pour les produits ont été estimés hors TVA vu la décision de l'administration de la TVA de non-assujettissement.

Compte tenu du non-assujettissement de nos activités à la TVA, le budget a considéré dans les charges une estimation nette TTC à supporter.

4.5 Estimation des recettes.

Le chiffre d'affaires a été déterminé, pour chacune des 2 activités, au départ des produits actuellement développés.

Il a été décidé de ne pas projeter, dans le budget de recettes ou d'activités se rapportant à d'éventuels produits futurs, non développés à ce jour. C'est notamment le cas pour la solution iA.Citizen qui viendra compléter notre offre de service au premier semestre 2022, l'intégration à la BAEC et la GED. Un business plan spécifique sera rédigé.

Pour l'activité "Production de logiciels libres en mutualisation", nous avons considéré les solutions suivantes :

- Site Internet ;
- Guichet Téléservices ;
- Accueil extrascolaire ;
- Gestion du service Urbanisme ;
- Gestion des instances délibérantes ;

- Plan Stratégique Transversale ;
- Gestion documentaire ;
- Cartographie.

Pour l'activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats", nous avons considéré les solutions suivantes :

- Gestion des services techniques ;
- Gestion prévisionnelle des emplois et compétences ;
- Accompagnement – conseil.

4.5.1 Evolution des recettes :

CHIFFRES D'AFFAIRES											
En €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activité "Production de logiciels libres en mutualisation"											
Site Internet	159 680,77 €	193 817,08 €	222 521,31 €	263 566,13 €	354 351,88 €	408 695,69 €	470 952,45 €	500 635,85 €	547 561,94 €	552 997,80 €	600 000,00 €
Guichet Téléservices	25 671,36 €	29 424,00 €	32 840,21 €	35 598,60 €	35 270,84 €	129 936,62 €	261 417,42 €	264 319,19 €	319 316,95 €	364 490,00 €	350 000,00 €
Accueil extrascolaire	- €	- €	- €	1478,19 €	103 924,46 €	61 116,73 €	107 350,55 €	127 302,56 €	158 787,33 €	227 558,00 €	200 000,00 €
Gestion du service Urbanisme	21 050,68 €	53 592,00 €	69 022,33 €	105 617,16 €	211 273,26 €	255 862,75 €	221 345,04 €	249 146,86 €	282 155,84 €	314 072,00 €	400 000,00 €
Gestion des instances délibérantes	131 438,51 €	197 648,77 €	337 461,19 €	433 899,92 €	533 254,69 €	620 699,38 €	791 850,79 €	915 194,27 €	1 030 404,13 €	1 147 966,00 €	1 150 000,00 €
Plan Stratégique Transversale	- €	- €	24 601,88 €	31 516,60 €	15 191,93 €	46 089,33 €	69 526,92 €	123 515,08 €	89 834,82 €	99 826,00 €	100 000,00 €
Gestion documentaire	30 735,00 €	48 695,25 €	55 778,56 €	68 758,64 €	84 198,08 €	145 872,34 €	258 543,50 €	391 550,25 €	466 005,37 €	642 232,78 €	750 000,00 €
Cartographie	- €	- €	- €	- €	92 896,93 €	- €	7 083,33 €	6 175,00 €	- €	- €	- €
Autres	- €	- €	- €	60 500,00 €	- €	- €	14 640,00 €	37 564,80 €	52 920,00 €	73 600,00 €	75 000,00 €
TOTAL	368 576,32 €	523 177,10 €	630 668,36 €	1 000 935,24 €	1 430 362,07 €	1 668 272,84 €	2 202 710,00 €	2 615 403,86 €	2 946 986,38 €	3 422 742,58 €	3 625 000,00 €
Variation n/n-1		154 601 €	107 491 €	370 267 €	429 427 €	237 911 €	534 437 €	412 694 €	331 583 €	475 756 €	202 257 €
Activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats"											
Gestion des services techniques	175 515 €	176 111 €	336 850 €	360 586 €	470 382 €	427 712 €	612 391 €	618 534 €	749 420 €	729 791 €	755 000 €
Gestion prévisionnelle des emplois et compétences	70 802 €	124 190 €	108 990 €	57 276 €	53 045 €	56 857 €	94 711 €	79 841 €	59 909 €	51 633 €	50 000 €
Accompagnement - conseil	25 327 €	107 747 €	98 088 €	90 717 €	55 744 €	165 397 €	171 016 €	286 528 €	400 260 €	428 946 €	450 000 €
Autres	28 600 €	- €	85 846 €	114 529 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	300 244 €	408 048 €	629 774 €	623 108 €	579 171 €	649 966 €	878 117 €	984 903 €	1 209 590 €	1 210 370 €	1 255 000 €
Variation n/n-1		107 804 €	221 726 €	(6 666) €	(43 937) €	70 795 €	228 151 €	106 785 €	224 687 €	780 €	44 630 €
Exceptionnels	- €	442 612 €	24 200 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL	668 820 €	1 373 837 €	1 284 642 €	1 624 043 €	2 009 533 €	2 318 239 €	3 080 827 €	3 600 307 €	4 156 576 €	4 633 113 €	4 880 000 €
Variation n/n-1		705 017 €	(89 195) €	339 401 €	385 490 €	308 706 €	762 588 €	519 479 €	556 269 €	476 537 €	246 887 €
Répartition											
Production de logiciels libres en mutualisation	55,1%	38,1%	49,1%	61,6%	71,2%	72,0%	71,5%	72,6%	70,9%	73,9%	74,3%
Accompagnement organisationnel	44,9%	29,7%	49,0%	38,4%	28,8%	28,0%	28,5%	27,4%	29,1%	26,1%	25,7%
TOTAL	100,0%	67,8%	98,1%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

CHIFFRES D'AFFAIRES - variation année n/n+1										
% de variation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activité "Production de logiciels libres en mutualisation"										
Site Internet	21,4%	14,8%	18,4%	34,4%	15,3%	15,2%	6,3%	9,4%	1,0%	8,5%
Guichet Téléservices	14,6%	11,6%	8,4%	-0,9%	268,4%	101,2%	1,1%	20,8%	14,1%	-4,0%
Accueil extrascolaire	n/a	n/a	n/a	6930,5%	-41,2%	75,6%	18,6%	24,7%	43,3%	-12,1%
Gestion du service Urbanisme	154,6%	28,8%	53,0%	100,0%	21,1%	-13,5%	12,6%	13,2%	11,3%	27,4%
Gestion des instances délibérantes	50,4%	70,7%	28,6%	22,9%	16,4%	27,6%	15,6%	12,6%	11,4%	0,2%
Plan Stratégique Transversale	n/a	n/a	28,1%	-51,8%	203,4%	50,9%	77,7%	-27,3%	11,1%	0,2%
Gestion documentaire	58,4%	-214,5%	-223,3%	22,5%	73,2%	77,2%	51,4%	19,0%	37,8%	16,8%
Cartographie	n/a	n/a	n/a	n/a	-100,0%	n/a	-12,8%	-100,0%	n/a	n/a
Autres	n/a	n/a	n/a	-100,0%	n/a	n/a	156,6%	40,9%	39,1%	1,9%
TOTAL	41,9%	20,5%	58,7%	42,9%	16,6%	32,0%	18,7%	12,7%	16,1%	5,9%
Activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats"										
Gestion des services techniques	0,3%	91,3%	7,0%	30,4%	-9,1%	43,2%	1,0%	21,2%	-2,6%	3,5%
Gestion prévisionnelle des emplois et compétences	75,4%	-12,2%	-47,4%	-7,4%	7,2%	66,6%	-15,7%	-25,0%	-13,8%	-3,2%
Accompagnement - conseil	325,4%	-9,0%	-7,5%	-38,6%	196,7%	3,4%	67,5%	39,7%	7,2%	4,9%
Autres	-100,0%	n/a	33,4%	-100,0%	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
TOTAL	35,9%	54,3%	-1,1%	-7,1%	12,2%	35,1%	12,2%	22,8%	0,1%	3,7%
TOTAL GENERAL	105,4%	-6,5%	26,4%	23,7%	15,4%	32,9%	16,9%	15,5%	11,5%	5,3%



4.5.2 Politique de prix :

La politique de prix établie à la création d'iMio par le Gouvernement Wallon visait à permettre à un maximum de pouvoirs locaux de pouvoir acquérir nos solutions à moindre coût.

Notre tarification est basée sur la taille du pouvoir local selon 7 catégories :

Catégorie	Nombre d'habitants (communes/CPAS)	Nombre d'agents (intercommunales / RCA)	Nombre d'habitants (zones de secours)
Cat 1	de 0 à 5.000	de 0 à 25	n/a
Cat 2	de 5.001 à 10.000	de 26 à 50	n/a
Cat 3	de 10.001 à 15.000	de 51 à 75	de 0 à 100.000
Cat 4	de 15.001 à 20.000	de 76 à 100	de 100.000 à 400.000
Cat 5	de 20.001 à 40.000	Plus de 100	plus de 400.000
Cat 6	de 40.001 à 100.000	n/a	n/a
Cat 7	plus de 100.001	n/a	n/a
Provinces	n/a	n/a	n/a

Le tarif d'une zone de police est déterminé en fonction de la catégorie de la plus grande ville/commune de la zone.

La tarification pour l'année 2022 prend en compte l'indexation de 2% d'octobre 2021 et celle de 2% prévue en février 2022 suivant les prévisions du bureau du plan.

Notre tarification 2022 est reprise en annexe.



4.6 Estimation des charges.

L'estimation des charges est extrêmement fiable puisque basée sur 9 années de fonctionnement. Aucune augmentation notable de celles-ci n'a été prise en compte.

4.6.1 Rémunération et charges sociales

Les frais de personnel ont été estimés sur base de l'équipe existante et des acquis et suivant les évolutions des barèmes de la Région Wallonne. Nous prévoyons 1 engagement et avons considéré une croissance organique des coûts de 4 % pour 2022.

4.6.2 Sous-traitance.

Ce poste couvre principalement les coûts d'hébergement informatique, le coût de maintenance des logiciels et la sous-traitance en R&D sur nos produits.

IMIO n'a nullement l'ambition de devenir une structure lourde, notre objectif est de créer un écosystème avec des partenaires privés et publics qui permet de réaliser notre mission en souplesse mais avec rapidité et efficience. Nous maintiendrons donc notre politique de sous-traitance. Nous prévoyons une légère baisse en 2022 suite à la réinternalisation de certaines compétences critiques.

Concernant les frais de sous-traitance pour les activités de R&D, il est à noter une modification importante :

Jusqu'à présent les investissements en R&D ont toujours été pris en charge à 100% dans les comptes et par conséquent non comptabilisé dans les actifs de la société.

A partir de l'exercice 2021, les frais de développement vont être activés dans les comptes de la société à partir du 3ème trimestre 2021 et ce avec effet rétroactif au 01/01/2021.

Deux aspects interviennent dans l'activation de ces frais au titre de « production immobilisée » :

- Les frais liés aux sous-traitants : les factures seront activées au rythme de leur prise en charge dans la société. Afin de faciliter l'encodage, il est préférable de prévoir des factures séparées par type de module développé et de reprendre le nom de chaque module en commentaire dans les factures d'achats.
- Frais de personnel : Ils seront activés sur base de la rémunération au sens large suivant un pourcentage déterminé en fonction des timesheets. Cela signifie que l'activation comprendra non seulement les frais de rémunérations déclarés par le secrétariat social mais également les frais indirects (voitures, carburant, etc...).

Les frais de développement seront amortis sur base de la durée d'utilisation prévue dans la fiche de chaque « projet » qui devra être approuvée par le conseil d'administration avant son lancement.

Cet amortissement devra être de minimum 3 ans et maximum 10 ans. L'amortissement sera appliqué prorata temporis à partir du 1er jour qui suit l'activation dans les comptes (par exemple : activation au 30/09/2021 (Amortissement à partir du 1er octobre 2021)

D'un point de vue comptable, chaque module développé (« projet ») sera individualisé dans un compte à l'actif séparé.

Cette modification de comptabilisation a été présentée et approuvée par notre collège de réviseur. Les règles d'évaluation vont être modifiées dans ce sens.



4.6.3 Frais de bâtiments.

Ces frais ont été estimés tenant compte des coûts actuels supportés pour notre bâtiment en y incluant les frais de maintenance et la charge d'emprunt.

4.6.4 Frais généraux.

Ces frais ont été estimés par nature sur base de l'expérience actuelle et couvrent notamment :

- SOUS-TRAITANCES SUR PROJETS
- LOCATION MATERIEL
- TELEPHONIE FIXE
- TELEPHONIE MOBILE
- INTERNET
- FRAIS POSTAUX
- CARTE CARBURANT
- CONSOMMATION - SALLE DE REUNION
- FOURNITURE DE BUREAU
- PETIT MATERIEL
- FRAIS DE DEPLACEMENT
- ASSURANCES RELATIVES AU PERSONNEL
- ASSURANCES RELATIVES AUX MANDATAIRES
- FORMATION
- PRESTATIONS DE TIERS
- HONORAIRES NOTAIRE - HUISSIER
- HONORAIRE DIVERS
- FRAIS DE RESTAURANT
- FOIRES ET EXPOSITIONS / FRAIS HOTEL
- DOCUMENTATION
- FETE DU PERSONNEL

4.6.5 Frais généraux légaux.

Ces frais ont été estimés par nature sur base de l'expérience actuelle et couvrent notamment :

- HONORAIRE SECRETARIAT SOCIAL
- HONORAIRE TICKETS RESTAURANT
- HONORAIRE COMPTABLE
- HONORAIRES REVISEURS
- HONORAIRE AVOCATS
- HONORAIRES NOTAIRE - HUISSIER
- PUBLICATIONS LEGALE
- HONORAIRE DIVERS
- COTISATION SOCIETE

4.6.6 Marketing et communication.

Ces frais couvrent la participation aux salons (salon Municipalia, des directeurs généraux, Smart city Wallonia ...) et la production de quelques supports de communication.



4.6.7 Amortissements.

Ces frais couvrent l'amortissement de notre bâtiment, du matériel informatique acquis, du mobilier, et les investissements en R&D (cfr point relatif à la sous-traitance).

Remarques :

Les frais de développement des projets informatiques seront comptabilisés en immobilisation incorporelle à la fin de chaque trimestre et seront amortis à partir du 1er jour du trimestre suivant.

Chaque projet informatique sera individualisé et fera l'objet d'un plan d'amortissement spécifique dont la durée d'amortissement sera en conformité avec les présentes règles d'évaluation.

Chaque plan sera validé par le conseil d'administration sans que pour autant ce soit considéré comme une modification des règles d'évaluation.

Les projets retenus pour intervenir dans cette valorisation sont :

Nom du projet	Description
Nouvelle version iA.SmartWeb + ajout guichet et version WPA	Ces dernières années, une série de normes et de pratiques ont conduit les Pouvoirs publics à adapter leurs outils de communication vers le citoyen. Le site web communal est évidemment une des premières cibles visées par ces évolutions. Le modèle de site communal élaboré par iMio dans sa version actuelle, possède une architecture trop monolithique et vieillissante pour pouvoir faire face à ce défi. Ce projet consiste à concevoir un espace de communication unifié permettant de dématérialiser les échanges entre le citoyen et sa ville. Outre le respect des nouvelles directives européennes en matière d'accessibilité, le RGPD et avec les bonnes pratiques des stratégies d'eGouvernement qu'elles soient locales ou européennes (open data, principe only once, interopérabilité, ...), cette plateforme regroupera une série de services transactionnels (démarches administratives) et informationnels (le contenu traditionnel du site web communal, les décisions des conseils communaux, ...). Concrètement, cela se traduit par une intégration forte entre deux produits d'iMio : la plateforme iA.Téléservices pour la partie transactionnelle et iA.Smartweb pour l'informationnel. iA.Smartweb+, résultat de cette "fusion" devra donc offrir une expérience utilisateur cohérente et fluide au citoyen et une grande facilité de gestion pour l'agent communal.
Réécriture du projet AES	Le produit a été originellement conçu par un Pouvoir local pour ses propres besoins. Une première adaptation a été réalisée lors de la reprise du projet par iMio en 2015 afin d'assurer la mise à disposition du logiciel à d'autres acteurs locaux. Les fonctionnalités sensibles et l'architecture générale n'ont toutefois pas été adressées par ce premier travail de refactoring. Il en résulte que l'augmentation du nombre de clients et l'ajout de nouvelles fonctionnalités ont révélé une série de faiblesses telles que des lenteurs, erreurs comptables, fuite de données, ergonomie nécessitant une réécriture profonde du projet pour les éliminer. Cette réécriture à partir de zéro est l'objet de ce projet. Techniquement elle sera menée en tenant compte des principes suivants :

	• Utilisation de la version 15 du framework Odoo (actuellement il s'agit de la version 9) • Utilisation autant que possible des entités de données et modules de la version communautaires du framework • Réécrire le code en se basant sur les mécanismes de gestion des données du framework (object relational mapping - ORM) • Mettre en place une procédure de migration • Améliorer l'interface utilisateur vers le responsive
Sources authentiques	En tant que service public (cfr statuts), iMio, en plus des obligations légales liées à son activité de production de logiciel, s'inscrit dans les politiques d'eGouvernement locales et européennes. Le principe "only once" de la commission européenne doit donc être intégré à la conception de ses logiciels, notamment par le biais de sources authentiques. L'objectif de ce projet est l'implémentation du concept de sources authentiques aussi bien au sein des logiciels libres développés par l'intercommunale que pour ceux acquis "sur étagère". On visera ici plus spécifiquement les produits suivants : • iA.Téléservices : pour éviter au citoyen de compléter les données d'un formulaire si un Pouvoir public (local, régional, fédéral) les possède déjà. • iA.Urban : dans le cadre du lien entre les logiciels SPW développés dans le cadre du projet des permis d'environnement (PE/PU) et la backoffice de la ville. • iA.Tech/iA.Téléservices : assurer le flux digital de bout en bout entre l'outil de gestion des signalements "FixMyStreet" et le logiciel utilisé par le services technique de la ville
Intranet iA.Quaive	Espace de communication interne du Pouvoir local. Cet "intranet de productivité" allie la diffusion d'information (notes de service, actualités, règlements, procédures, ...) à la possibilité pour chaque service de créer son propre espace de travail structurant et collaboratif via l'édition en ligne de documents. Ce portail a également pour objectif de gérer de manière centralisée le flux d'activités et d'informations provenant d'autres applications conçues par iMio. "Quaive" utilisant les mêmes technologies que les autres produits développés par iMio, une économie d'échelle est réalisée pour le service d'hébergement.
Permis de logement	Un permis de location est exigé pour certains types de logements, ceux-ci doivent répondre à des critères minimaux de qualité : salubrité, superficie habitable, nombre de pièces, inviolabilité du domicile et respect de la vie privée. Ce projet consiste à développer un logiciel permettant au service logement de recenser les logements de la ville, pour ensuite leur attribuer des dossiers (permis de location, constat d'immeuble inoccupé, ...).
Migration Plone5	L'objectif de ce projet est d'adapter les applications utilisant le framework Plone à la version 5.
GED	L'objectif de ce projet est de dématérialiser l'administration des pouvoirs locaux en construisant une plateforme documentaire qui • centralise et rend accessible les documents produits par les applications verticales • permet de digitaliser une série de processus documentaire • reprend/indexe les fichiers des file systems



- intégrant la signature électronique
- et à terme l'archivage électronique

Il s'agit également de mettre les ressources nécessaires pour assister les pouvoirs locaux dans la transformation des rôles et compétences;
La simplification administrative, la gestion zéro papier, la facilitation du télétravail, une plus grande efficacité et un confort accru des équipes ainsi que la sécurité des données sont au cœur de ce projet.

Les durées d'amortissement prévues sont:

Nom du projet	Durée amortissement
Nouvelle version iA.SmartWeb + ajout guichet et version WPA	5 ans
Réécriture du projet AES	3 ans
Sources authentiques	5 ans
Intranet iA.Quaive	3 ans
Permis de logement	5 ans
Migration Plone5	3 ans
GED	5 ans

4.6.8 Jetons de présence.

Les frais de jetons de présence ont été estimés pour une participation à 80% des administrateurs aux instances de gestion de l'intercommunales.

4.7 Investissements.

En temps que structure délivrant des solutions pointues à hautes valeurs ajoutées, Il est indispensable de prévoir des investissements en R&D pour nous permettre de nous maintenir à niveau et suivre l'évolution des technologies. Notre investissement en R&D représente au global environ 5% de nos charges.



4.8 Présentation des tableaux du budget 2022.

Tableau 1 : résumé

En €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chiffres d'affaires	668 820 €	1 373 837 €	1 284 642 €	1 624 043 €	2 009 533 €	2 318 239 €	3 080 827 €	3 600 307 €	4 156 576 €	4 650 113 €	4 880 000 €
Croissance annuelle		105%	-6%	26%	24%	15%	33%	17%	15%	29%	17%
Produits et services	668 820 €	931 225 €	1 284 642 €	1 624 043 €	2 009 533 €	2 318 239 €	3 080 827 €	3 600 307 €	4 156 576 €	4 650 113 €	4 880 000 €
Exceptionnel	- €	442 612 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Rémunérations et charges sociales	(1 235 897) €	(1 493 421) €	(1 581 723) €	(1 771 835) €	(1 816 142) €	(1 936 306) €	(2 188 344) €	(2 406 369) €	(2 885 099) €	(3 262 272) €	(3 442 762) €
Sous-traitance & hébergement	(358 252) €	(909 087) €	(421 186) €	(515 709) €	(628 670) €	(751 997) €	(1 187 476) €	(840 172) €	(940 056) €	(1 165 000) €	(1 100 000) €
Hébergement	(31 617) €	(35 549) €	(50 210) €	(71 638) €	(100 471) €	(141 852) €	(151 180) €	(168 152) €	(292 983) €	(320 000) €	(336 000) €
Croissance annuelle		12%	41%	43%	40%	41%	7%	11%	74%	90%	15%
Investissement R&D	- €	(40 000) €	(133 629) €	(91 199) €	(241 001) €	(288 269) €	(444 790) €	(201 940) €	(153 543) €	(265 000) €	(250 000) €
% R&D / CA	0%	3%	10%	6%	12%	12%	14%	6%	4%	6%	5%
Sous-traitance	(326 635) €	(401 812) €	(237 347) €	(264 323) €	(233 738) €	(269 782) €	(440 254) €	(353 647) €	(378 524) €	(430 000) €	(364 000) €
TVA intra-communautaire	- €	- €	- €	- €	- €	(5 742) €	(66 595) €	- €	- €	- €	- €
Exceptionnel / matériel	- €	(431 726) €	- €	(88 549) €	(53 460) €	(46 352) €	(84 657) €	(116 433) €	(115 005) €	(150 000) €	(150 000) €
Marge SI/ activité	(925 329) €	(1 028 671) €	(718 267) €	(663 501) €	(435 279) €	(370 064) €	(294 993) €	353 766 €	331 421 €	222 841 €	337 238 €
Production immobilisée										300 000 €	280 000 €
Frais généraux	(141 468) €	(192 000) €	(228 995) €	(237 746) €	(322 526) €	(327 300) €	(372 517) €	(355 999) €	(319 569) €	(310 000) €	(327 000) €
Croissance annuelle		36%	19%	4%	36%	1%	14%	-4%	-10%	-13%	2%
Bâtiments	(48 707) €	(71 344) €	(76 876) €	(75 464) €	(108 380) €	(117 171) €	(112 045) €	(103 013) €	(76 072) €	(77 000) €	(85 000) €
Frais généraux	(27 334) €	(40 746) €	(58 870) €	(56 989) €	(80 111) €	(77 756) €	(74 447) €	(87 008) €	(91 358) €	(85 000) €	(90 000) €
Frais généraux légaux	(24 601) €	(44 444) €	(70 993) €	(49 788) €	(92 765) €	(98 750) €	(100 699) €	(95 311) €	(93 170) €	(118 000) €	(102 000) €
Marketing & communication	(40 826) €	(35 464) €	(22 256) €	(55 506) €	(41 269) €	(33 624) €	(85 326) €	(70 667) €	(58 969) €	(30 000) €	(50 000) €
EBITDA	(1 066 797) €	(1 220 670) €	(947 262) €	(901 248) €	(757 805) €	(697 363) €	(667 510) €	(2 233) €	11 852 €	212 841 €	290 238 €
Amortissements	(3 713) €	(13 736) €	(22 680) €	(116 963) €	(82 819) €	(135 122) €	(159 410) €	(165 702) €	(115 888) €	(113 000) €	(195 000) €
Jetons de présence	(3 800) €	(8 800) €	(15 101) €	(16 645) €	(19 944) €	(18 279) €	(22 797) €	(28 870) €	(20 112) €	(20 000) €	(25 000) €
Divers - Taxes	(5 500) €	(2 860) €	(16 278) €	(4 437) €	(868) €	(976) €	78 €	(1 628) €	(363) €	(2 000) €	(2 000) €
EBIT	(1 079 810) €	(1 246 067) €	(1 001 320) €	(1 039 293) €	(861 436) €	(851 741) €	(849 639) €	(198 433) €	(124 510) €	77 841 €	68 238 €
Produits & Frais financiers	(169) €	1 017 €	(5 197) €	(4 939) €	(3 759) €	(1 769) €	(2 034) €	(3 806) €	(4 368) €	(5 000) €	(4 000) €
Subsides accordés	1 351 000 €	1 280 000 €	1 018 380 €	945 250 €	835 123 €	855 885 €	863 742 €	346 208 €	264 000 €	111 000 €	- €
Report subsides / consommation	(240 000) €	- €	- €	89 808 €	51 846 €	58 284 €	58 284 €	52 874 €	21 035 €	8 000 €	- €
Frais de lancement, exceptionnel	(17 005) €	(10 107) €	- €	- €	- €	15 000 €	- €	- €	- €	- €	- €
Provisions pour risques et charges	- €	- €	- €	- €	- €	35 247 €	- €	- €	- €	- €	- €
Impôts sur le résultat	(13 761) €	(23 077) €	(11 213) €	12 404 €	(623) €	(89 761) €	(45 525) €	(78 314) €	(66 460) €	(100 000) €	(30 000) €
Résultat final	255 €	1 767 €	650 €	3 230 €	21 151 €	21 144 €	24 828 €	118 528 €	89 696 €	91 841 €	34 238 €



Tableau 2 : Ventilation des frais en %.

En € et en %	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TOTAL DES FRAIS	(1 765 804) €	(2 628 994) €	(2 291 159) €	(2 668 275) €	(2 874 728) €	(3 156 749) €	(3 932 501) €	(3 802 546) €	(4 285 455) €	(4 877 272) €	(5 095 762) €
Moyenne frais par mois	(147 150) €	(219 083) €	(190 930) €	(222 356) €	(239 561) €	(263 062) €	(327 708) €	(316 879) €	(357 121) €	(406 439) €	(424 647) €
Rémunérations et charges sociales	70,0%	56,8%	69,0%	66,4%	63,2%	61,3%	55,6%	63,3%	67,3%	66,9%	67,6%
Sous-traitance & hébergement	20,3%	34,6%	18,4%	19,3%	21,9%	23,8%	30,2%	22,1%	21,9%	23,9%	21,6%
Hébergement	1,8%	1,4%	2,2%	2,7%	3,5%	4,5%	3,8%	4,4%	6,8%	6,6%	6,6%
Investissement R&D	0,0%	1,5%	5,8%	3,4%	8,4%	9,1%	11,3%	5,3%	3,6%	5,4%	4,9%
Sous-traitance	18,5%	15,3%	10,4%	9,9%	8,1%	8,7%	12,9%	9,3%	8,8%	8,8%	7,1%
Exceptionnel / Matériel	0,0%	16,4%	0,0%	3,3%	1,9%	1,5%	2,2%	3,1%	2,7%	3,1%	2,9%
Frais généraux	8,0%	7,3%	10,0%	8,9%	11,2%	10,4%	9,5%	9,4%	7,5%	6,4%	6,4%
Bâtiments	2,8%	2,7%	3,4%	2,8%	3,8%	3,7%	2,8%	2,7%	1,8%	1,6%	1,7%
Frais généraux	1,5%	1,5%	2,6%	2,1%	2,8%	2,5%	1,9%	2,3%	2,1%	1,7%	1,8%
Frais généraux légaux	1,4%	1,7%	3,1%	1,9%	3,2%	3,1%	2,6%	2,5%	2,2%	2,4%	2,0%
Marketing & communication	2,3%	1,3%	1,0%	2,1%	1,4%	1,1%	2,2%	1,9%	1,4%	0,6%	1,0%
Autres	1,7%	1,3%	2,6%	5,4%	3,7%	4,5%	4,7%	5,3%	3,3%	2,9%	4,4%
Amortissements	0,2%	0,5%	1,0%	4,4%	2,9%	4,3%	4,1%	4,4%	2,7%	2,3%	3,8%
Jetons de présence	0,2%	0,3%	0,7%	0,6%	0,7%	0,6%	0,6%	0,8%	0,5%	0,4%	0,5%
Divers - Taxes	0,3%	0,1%	0,7%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits & Frais financiers	0,0%	0,0%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Frais de lancement (notaire, comptable...)	1,0%	0,4%	0,0%	0,0%	0,0%	-0,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%



Tableau 3 : Structure des recettes en €.

En €	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activité "Production de logiciels libres en mutualisation"											
Site Internet	159 680,77 €	193 817,08 €	222 521,31 €	263 566,13 €	354 351,88 €	408 695,69 €	470 952,45 €	500 635,85 €	547 561,94 €	552 997,80 €	600 000,00 €
Guichet Téléservices	25 671,36 €	29 424,00 €	32 840,21 €	35 598,60 €	35 270,84 €	129 936,62 €	261 417,42 €	264 319,19 €	319 316,95 €	364 490,00 €	350 000,00 €
Accueil extrascolaire	- €	- €	- €	14 78,19 €	103 924,46 €	61 116,73 €	107 350,55 €	127 302,56 €	158 787,33 €	227 558,00 €	200 000,00 €
Gestion du service Urbanisme	21 050,68 €	53 592,00 €	69 022,33 €	105 617,16 €	211 273,26 €	255 862,75 €	221 345,04 €	249 146,86 €	282 155,84 €	314 072,00 €	400 000,00 €
Gestion des instances délibérantes	131 438,51 €	197 648,77 €	337 461,19 €	433 899,92 €	533 254,69 €	620 699,38 €	791 850,79 €	915 194,27 €	1 030 404,13 €	1 147 966,00 €	1 150 000,00 €
Plan Stratégique Transversale	- €	- €	24 601,88 €	31 516,60 €	15 191,93 €	46 089,33 €	69 526,92 €	123 515,08 €	89 834,82 €	99 826,00 €	100 000,00 €
Gestion documentaire	30 735,00 €	48 695,25 €	55 778,56 €	68 758,64 €	84 198,08 €	145 872,34 €	258 543,50 €	391 550,25 €	466 005,37 €	642 232,78 €	750 000,00 €
Cartographie	- €	- €	- €	- €	92 896,93 €	- €	7 083,33 €	6 175,00 €	- €	- €	- €
Autres	- €	- €	- €	60 500,00 €	- €	- €	14 640,00 €	37 564,80 €	52 920,00 €	73 600,00 €	75 000,00 €
TOTAL	368 576,32 €	523 177,10 €	630 668,36 €	1 000 935,24 €	1 430 362,07 €	1 668 272,84 €	2 202 710,00 €	2 615 403,86 €	2 946 986,38 €	3 422 742,58 €	3 625 000,00 €
Variation n/n-1		154 601 €	107 491 €	370 267 €	429 427 €	237 911 €	534 437 €	412 694 €	331 583 €	475 756 €	202 257 €
Activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats"											
Gestion des services techniques	175 515 €	176 111 €	336 850 €	360 586 €	470 382 €	427 712 €	612 391 €	618 534 €	749 420 €	729 791 €	755 000 €
Gestion prévisionnelle des emplois et compétences	70 802 €	124 190 €	108 990 €	57 276 €	53 045 €	56 857 €	94 711 €	79 841 €	59 909 €	51 633 €	50 000 €
Accompagnement - conseil	25 327 €	107 747 €	98 088 €	90 717 €	55 744 €	165 397 €	171 016 €	286 528 €	400 260 €	445 946 €	450 000 €
Autres	28 600 €	- €	85 846 €	114 529 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	300 244 €	408 048 €	629 774 €	623 108 €	579 171 €	649 966 €	878 117 €	984 903 €	1 209 590 €	1 227 370 €	1 255 000 €
Variation n/n-1		107 804 €	221 726 €	(6 666) €	(43 937) €	70 795 €	228 151 €	106 785 €	224 687 €	17 780 €	27 630 €
Exceptionnels	- €	442 612 €	24 200 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL	668 820 €	1 373 837 €	1 284 642 €	1 624 043 €	2 009 533 €	2 318 239 €	3 080 827 €	3 600 307 €	4 156 576 €	4 650 113 €	4 880 000 €
Variation n/n-1		705 017 €	(89 195) €	339 401 €	385 490 €	308 706 €	762 588 €	519 479 €	556 269 €	493 537 €	229 887 €
Répartition											
Production de logiciels libres en mutualisation	55,1%	38,1%	49,1%	61,6%	71,2%	72,0%	71,5%	72,6%	70,9%	73,6%	74,3%
Accompagnement organisationnel	44,9%	29,7%	49,0%	38,4%	28,8%	28,0%	28,5%	27,4%	29,1%	26,4%	25,7%
TOTAL	100,0%	67,8%	98,1%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%



Tableau 4 : Structure des recettes en %.

%	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activité "Production de logiciels libres en mutualisation"											
Site Internet	23,9%	14,1%	17,3%	16,2%	17,6%	17,6%	15,3%	13,9%	13,2%	11,9%	12,3%
Guichet Téléservices	3,8%	2,1%	2,6%	2,2%	1,8%	5,6%	8,5%	7,3%	7,7%	7,8%	7,2%
Accueil extrascolaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	5,2%	2,6%	3,5%	3,5%	3,8%	4,9%	4,1%
Gestion du service Urbanisme	3,1%	3,9%	5,4%	6,5%	10,5%	11,0%	7,2%	6,9%	6,8%	6,8%	8,2%
Gestion des instances délibérantes	19,7%	14,4%	26,3%	26,7%	26,5%	26,8%	25,7%	25,4%	24,8%	24,7%	23,6%
Plan Stratégique Transversale	0,0%	0,0%	1,9%	1,9%	0,8%	2,0%	2,3%	3,4%	2,2%	2,1%	2,0%
Gestion documentaire	4,6%	3,5%	4,3%	4,2%	4,2%	6,3%	8,4%	10,9%	11,2%	13,8%	15,4%
Cartographie	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4,6%	0,0%	0,2%	0,2%	0,0%	0,0%	0,0%
Autres	0,0%	0,0%	0,0%	3,7%	0,0%	0,0%	0,5%	1,0%	1,3%	1,6%	1,5%
TOTAL	55,1%	38,1%	49,1%	61,6%	71,2%	72,0%	71,5%	72,6%	70,9%	73,6%	74,3%
Activité "Accompagnement organisationnel, simplification administrative et centrale de marchés/d'achats"											
Gestion des services techniques	26,2%	12,8%	26,2%	22,2%	23,4%	18,4%	19,9%	17,2%	18,0%	15,7%	15,5%
Gestion prévisionnelle des emplois et compétences	10,6%	9,0%	8,5%	3,5%	2,6%	2,5%	3,1%	2,2%	1,4%	1,1%	1,0%
Accompagnement - conseil	3,8%	7,8%	7,6%	5,6%	2,8%	7,1%	5,6%	8,0%	9,6%	9,6%	9,2%
Autres	4,3%	0,0%	6,7%	7,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TOTAL	44,9%	29,7%	49,0%	38,4%	28,8%	28,0%	28,5%	27,4%	29,1%	26,4%	25,7%
Exceptionnels	0,0%	32,2%	1,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TOTAL GENERAL	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%



5 Besoins en financement.

L'objectif d'autonomie financière a bien été atteint en 2022 et plus aucun subside de fonctionnement ne sera octroyé à iMio à partir de cette année.

Nous pensons néanmoins qu'un soutien à la digitalisation des Pouvoirs locaux via le soutien de certains projets au travers d'iMio reste indispensable. Une demande en ce sens a été adressée au ministre des Pouvoirs locaux concernant les 3 projets suivants :

- Plateforme d'interopérabilité des Pouvoirs Locaux de Wallonie
- Numérisation et Gouvernance de l'Information des Pouvoirs Locaux de Wallonie
- Solution unique de publication des délibérations pour toutes les communes

Nous n'avons à ce stade reçu aucun retour sur notre demande.



6 Annexes.

6.1 Annexe 1 : Registre des associés.

Vous trouverez ci-joint le registre des associés.

6.2 Annexe 2 : Tarification.

Vous trouverez ci-joint notre tarification pour 2022.



6.3 Annexe 3 : Bilan détaillé.

IMIO SC	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Chiffre d'affaires	668 820,00	1 388 837,13	1 255 354,86	1 624 043,07	2 009 532,85	2 318 238,91	3 080 827,39	3 600 306,52	4 156 575,94	4 650 000,00	4 880 000,00
		107,65%	-9,61%	29,37%	23,74%	15,36%	32,90%	16,86%	15,45%	11,87%	4,95%
PRODUCTION IMMOBILISEE										300 000,00	280 000,00
Produits d'exploitation non récurrents	0,00	-15 000,00	0,00	5 500,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subsides	1 111 000,00	1 280 000,00	1 018 380,49	945 250,00	835 123,00	855 884,51	863 742,49	346 208,00	264 000,00	111 000,00	0,00
Subside fonctionnement	1 111 000,00	1 280 000,00	1 018 380,49	945 250,00	835 123,00	801 020,00	748 607,00	346 208,00	264 000,00	692 416,00	0,00
		15,21%	-20,44%	-7,18%	-11,65%	-4,08%	-6,54%	-53,75%	-23,75%	-7,51%	-100,00%
Subside projets	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 864,51	115 135,49	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres produits et récupération de frais	4 893,74	10 102,42	11 004,68	14 937,97	22 735,58	24 802,97	43 533,36	50 357,68	53 178,88	50 000,00	50 000,00
		106,44%	8,93%	35,74%	52,20%	9,09%	75,52%	15,68%	5,60%	-5,98%	0,00%
Total des produits d'exploitation	1 784 713,74	2 663 939,55	2 284 740,03	2 589 731,04	2 867 391,43	3 213 926,39	3 988 103,24	3 996 872,20	4 473 754,82	5 111 000,00	5 210 000,00
		49,26%	-14,23%	13,35%	10,72%	12,09%	24,09%	0,22%	11,93%	14,24%	1,94%
Approvisionnements et TVA intracom	-362 136,76	-895 767,95	-339 799,95	-471 096,42	-628 670,10	-751 996,85	-1 187 476,58	-840 171,83	-940 055,46	-900 000,00	-850 000,00
Services et biens divers	-214 813,56	-322 454,53	-429 561,27	-425 962,65	-419 766,13	-471 885,15	-576 003,13	-605 369,19	-565 595,28	-831 000,00	-848 000,00
Batiment	-48 877,40	-70 749,80	-76 619,27	-75 076,94	-69 710,86	-83 191,06	-73 862,28	-58 385,62	-44 151,91	-40 000,00	-45 000,00
Véhicules	-30 599,51	-64 603,55	-69 903,22	-84 348,53	-85 368,35	-116 308,89	-176 428,40	-206 331,86	-214 379,03	-210 000,00	-215 000,00
Administration / Divers	-39 740,55	-60 343,70	-66 399,10	-79 011,17	-67 941,21	-63 039,38	-89 939,25	-123 433,01	-57 022,39	-40 000,00	-45 000,00
Téléphonie et internet	-12 088,68	-15 556,76	-24 890,64	-33 798,11	-44 323,14	-34 169,09	-31 731,25	-37 122,95	-43 062,50	-45 000,00	-50 000,00
Assurances	0,00	0,00	-2 760,79	-11 759,84	-12 788,90	-13 337,44	-11 265,94	-8 516,26	-21 852,92	-22 000,00	-24 000,00
Honoraires	-42 643,33	-67 293,63	-154 750,28	-92 484,38	-92 765,08	-108 774,14	-99 704,09	-94 819,75	-92 336,43	-394 000,00	-380 000,00
Marcom	-40 864,09	-35 107,09	-20 433,68	-34 263,47	-26 924,20	-34 785,75	-60 275,02	-47 889,87	-42 586,62	-40 000,00	-45 000,00
Dons et libéralité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	0,00	0,00
Administrateurs	0,00	-8 800,00	-13 804,29	-15 220,21	-19 944,39	-18 279,40	-22 796,90	-28 869,87	-40 203,48	-40 000,00	-44 000,00
Total des charges d'exploitation	-576 950,32	-1 218 222,48	-769 361,22	-897 059,07	-1 048 436,23	-1 223 882,00	-1 763 479,71	-1 445 541,02	-1 505 650,74	-1 731 000,00	-1 698 000,00
		111,15%	-36,85%	16,60%	16,87%	16,73%	44,09%	-18,03%	4,16%	14,97%	-1,91%
Marge Brut d'Exploitation	1 207 763,42	1 445 717,07	1 515 378,81	1 692 671,97	1 818 955,20	1 990 044,39	2 224 623,53	2 551 331,18	2 968 104,08	3 380 000,00	3 512 000,00
		19,70%	4,82%	11,70%	7,46%	9,41%	11,79%	14,69%	16,34%	13,88%	3,91%
Rémunérations, charges sociales et pensions	-1 180 971,76	-1 409 447,25	-1 503 846,10	-1 608 884,25	-1 666 290,36	-1 923 486,11	-2 019 388,16	-2 203 215,45	-2 682 340,51	-3 050 000,00	-3 218 762,00
		19,35%	6,70%	6,98%	3,57%	15,44%	4,99%	9,10%	21,75%	13,71%	5,53%
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	26 791,66	36 269,82	11 532,71	83 787,72	152 664,84	66 558,28	205 235,37	348 115,73	285 763,57	330 000,00	293 238,00
		35,38%	-68,20%	626,52%	82,20%	-56,40%	208,35%	69,62%	-17,91%	15,48%	-11,14%
Amortissements	-3 713,28	-13 736,07	-98 680,82	-116 962,67	-82 818,90	-131 681,60	-159 410,12	-154 002,27	-118 587,82	-113 000,00	-195 000,00
Réduction de valeur								-11 700,00	2 700,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges	0,00	0,00	0,00	(55 000,00)	-95 246,86	150 246,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres charges d'exploitation	-5 847,50	-347,50	-868,00	-5 868,00	-911,89	-10 589,87	-11 885,71	-12 266,89	-12 430,63	-13 000,00	-15 000,00
Bénéfice d'exploitation	17 230,88	22 186,25	-88 016,11	-94 042,95	-26 312,81	74 533,67	33 939,54	170 146,57	157 445,12	204 000,00	83 238,00
		28,76%	-496,71%	6,85%	-72,02%	-383,26%	-54,46%	401,32%	-7,47%	29,57%	-59,20%
Produits financiers	2 777,86	6 309,63	103 106,94	90 248,86	56 761,10	58 307,33	58 283,92	52 873,76	21 035,01	8 000,00	6 000,00
Charges financières	-5 434,66	-4 391,66	-3 128,66	-5 365,11	-8 674,01	-21 935,88	-21 870,92	-26 177,84	-22 323,79	-20 000,00	-25 000,00
Bénéfice de l'exercice avant impôts	14 574,08	24 104,22	11 962,17	-9 159,20	21 774,28	110 905,12	70 352,54	196 842,49	156 156,34	192 000,00	64 238,00
		65,39%	-50,37%	-176,57%	-337,73%	409,34%	-36,57%	179,79%	-20,67%	22,95%	-66,54%
Impôts sur le résultat	-14 319,25	-22 337,21	-11 312,29	12 389,59	-623,46	-89 760,79	-45 525,04	-78 314,29	-66 460,01	-100 000,00	-30 000,00
Bénéfice de l'exercice	254,83	1 767,01	649,88	3 230,39	21 150,82	21 144,33	24 827,50	118 528,20	89 696,33	92 000,00	34 238,00
		593,41%	-63,22%	397,07%	554,75%	-0,03%	17,42%	377,41%	-24,32%	2,57%	-62,78%
Capacité d'AutoFinancement (CAF)	1 190,25	9 193,45	-3 776,24	84 944,20	142 455,48	-55 728,26	125 953,70	231 356,71	184 549,14	197 000,00	223 238,00
		672,40%	-141,08%	-2349,44%	67,70%	-139,12%	-326,01%	83,68%	-20,23%	6,75%	13,32%